

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-impossible-equation-du-Brexit-Post-referendum-oligarchie-triste>

L'impossible équation du Brexit :Post-référendum, oligarchie triste

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : mardi 6 septembre 2016

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les Britanniques, dit-on, ont accoutumé, contemplant la mer depuis la côte de Douvres les jours de brouillard, de dire avec cet humour qui n'appartient qu'à eux que « le continent est isolé ». Mais c'est de l'humour. C'est avec le plus grand sérieux au contraire que le commentariat européiste s'est exclamé qu'après le Brexit, « le Royaume-Uni est isolé ». Il faut tenir l'indigence de ce genre d'argument pour un indicateur robuste des extrémités politiques et rhétoriques où se trouve rendue la « défense de l'Europe », qui n'a plus que ça en stock : ça et « la guerre » pour tenter de s'opposer à la vague sur le point de tout emporter. Faute d'avoir pu convaincre positivement les populations de l'évidence de ses bienfaits, le néolibéralisme, succursale européenne en tête, n'a donc plus que la ressource d'osciller entre l'imaginaire du camp (remparts, miradors, barbelés) et celui du rutabaga pour retenir les populations de lui régler son compte.

La perte de l'Albanie avait déjà été douloureusement vécue par le discours raisonné du néolibéralisme, heureusement il restait la Corée du Nord. L'espoir renaît pour de bon : il y a maintenant aussi le Royaume-Uni. Certes qui ne mesure pas encore tout à fait sa responsabilité historique : incarner le pire pour nous convaincre de continuer à désirer le meilleur. Mais ne devrait pas tarder à prendre conscience de son devenir-*juche* [1]. On lui annonce une vague d'hyperinflation, puisque la livre est déjà « aux tréfonds » peu importe qu'elle soit encore, contre l'euro, très au-dessus de son niveau ne serait-ce que de 2011 ; peu importe également que l'Islande qui n'a aucune base industrielle et a vu en 2008 sa monnaie dévaluée de 70 % n'ait connu qu'une inflation de 12 % les deux premières années, ramenée à 5 % dès la troisième (1,6 % l'an dernier). On lui annonce surtout la quasi-cessation de ses exportations puisque, brouillard ou pas, le Royaume-Uni « est isolé », et que (c'est connu également) tout pays n'appartenant pas à l'Union européenne (UE) devient aussitôt royaume-ermite.

Décompensations « démocratiques »

Mais il ne faut pas boudier son plaisir. Les moments de décompensation de l'oligarchie offrent toujours de délicieux spectacles, et rien ne les déclenche comme un référendum européen : tous régulièrement perdus, c'est peut-être ça l'explication... On s'épargnera pour cette fois les charmes un peu fastidieux de la recension : Dieu sait que la cuvée est excellente, mais depuis Maastricht l'argument européiste n'est pour l'essentiel qu'un bêtisier continué. Notons rapidement cependant les particularités du cru 2016, avec en particulier cette fabuleuse pétition de re-vote, dont on connaît un peu mieux maintenant les arrière-plans douteux, mais sur laquelle l'éditocratie s'est aussitôt jetée comme sur la plus légitime des propositions. Mais ce flot d'énormités n'atteint vraiment au sublime qu'au moment où il se fait philosophie critique du référendum (et il faut voir la tête des « philosophes »...) : du référendum *en son principe* bien sûr, rien à voir avec les déculottées à répétition, on réfléchirait avec la même passion si le *Remain* l'avait emporté à 60 %. Dans un document pour l'Histoire, Pierre Moscovici explique que « *le référendum sur l'Europe divise, blesse, brûle* » [2] Et c'est vrai : mon lapin socialiste, ne mets pas tes doigts dans l'urne, tu risques de te faire pincer très fort.

Il n'y a dans tout ça rien que de très connu, mais le spectacle des choses étant toujours cent fois plus éloquent que leur simple idée, la contemplation de la scène post-Brexit continue de faire forte impression. Car il est avéré une nouvelle fois que les dominants, au sens le plus élargi du terme, non pas seulement ceux qui détiennent les leviers effectifs des pouvoirs, mais ceux que leurs origines ou leurs positions sociales ont dotés pour tout mettre à leur portée : l'accès à la culture, l'apprentissage des langues, la possibilité de voyager, les bénéfices moraux du cosmopolitisme, les dominants, donc, ne comprennent pas qu'on puisse trouver à redire à ce monde qui leur est si aimable, et trouvent d'un parfait naturel qu'on tienne aussitôt pour nulles et non avenues les expressions électorales qui ne ratifient pas les leurs. Disons les choses de manière un peu plus synthétique : tous ces bons amis de la démocratie se torchent le cul avec la démocratie.

Rien changer pour que rien ne change

Il y a pire cependant que le racisme social déboutonné : la surdité politique définitive qui s'en suit, c'est-à-dire la fermeture complète de tous les degrés de liberté du système, tendanciellement incapable d'accommoder les tensions internes qu'il ne cesse pourtant de recrer lui-même. Le néolibéralisme met le feu sous la cocotte, mais après en avoir soigneusement vissé le couvercle. Et les physiciens amateurs s'étonnent de prendre de temps en temps une soupape dans l'oeil (ils n'ont encore rien vu, c'est le fait-tout lui-même qui va bientôt leur sauter au visage).

En réalité c'est la politique qui vérifie cette propriété attribuée à tort à l'économie : le primat de l'offre.  a n'est évidemment pas là une donnée d'essence mais le résultat d'un certain état des structures : les structures de la représentation coupée des représentés, les structures de la dépossession. Dans un tel état de coupure, le primat de l'offre en effet s'établit presque tautologiquement puisque, par construction, la sphère de gouvernement séparée devient totalement auto-centrée et, rendue capable par les institutions de gouverner sans se préoccuper de rien d'autre qu'elle-même, devient par le fait ignorante de toute demande « extérieure ».

Malheureusement les énergies colériques se cherchent des débouchés, à toute force même, et lorsque l'oligopole des partis de gouvernement ne lui en propose aucun, elle prend le premier venu, fut-ce le pire. Il faut bien reconnaître en l'occurrence que le Brexit n'est pas joli à voir. On ne peut alors manquer d'être frappé par l'identité de réaction que suscitent les désastres électoraux variés produits à répétition par cette configuration politique : tout comme les poussées du FN, les référendums européens produisent inmanquablement les mêmes « unes » géologiques    « séisme », « tremblement de terre »   , les mêmes solennels appels à « tout changer », et les mêmes avertissements que « rien ne peut plus continuer comme avant ». Moyennant quoi tout continue à l'identique. Pour une raison très simple, et très profonde, qui voue d'ailleurs toute cette époque à mal finir : mettre un terme aux avancées de l'extrême droite et aux référendums enragés supposerait de rompre avec les politiques de démolition sociale qui nourrissent les extrêmes-droites et les référendums enragés. Mais ces politiques sont celles mêmes du néolibéralisme !

Et voilà l'impossible équation en laquelle ce système est maintenant enfermé : enrayer ce qui va le détruire ne passe plus que par se nier lui-même, et se maintenir lui-même le condamne à alimenter ce qui va le détruire. De fait, ceux qui ont accaparé les moyens de changer quoi que ce soit, et proclament leur détermination à tout changer, persistent en réalité dans le désir de ne rien changer. C'est que les horizons temporels se sont considérablement raccourcis et que le temps encore passé au manche, tant que les contradictions peuvent être repoussées devant soi, est toujours bon à prendre. Dans l'intervalle, il ne manque pas d'éditorialistes d c r br s pour assurer la pantomime du « tout changer » mais dans la version Lampedusa du pauvre : ne rien changer pour que rien ne change...

La fin de l'histoire est ajournée

Dans une conjonction paradoxale de plus grande dureté idéologique et de plus grande lucidité (ou de moins grand aveuglement), *The Economist*, dont tout le numéro post-Brexit transpire littéralement la peur, voit venir la menace d'ajournement de la « fin de l'histoire » [3]    ce grand arrêt définitif qui devait consacrer pour l'éternité le règne du capitalisme libéral et de la démocratie. Et il n'est pas question là des soubresauts de la convergence des retardataires, mais du cœur de l'empire, là où la chose était normalement acquise. Il apparaît qu'elle ne l'est pas tant que ça, et quitter le confort de la « fin de l'histoire », surtout quand on lui avait cru le bon goût de s'achever au mieux des intérêts légitimes des possédants, est un traumatisme dont *The Economist* mesure avec angoisse toute la portée.

Moins épais que ses homologues français, lui est au moins capable de dresser un tableau clinique assez exact des colères de l'époque, et même d'aller jusqu'à leur accorder leur bien-fondé. Mais (et mutatis mutandis, on croirait relire ses articles de 2008-2009, quand c'est la crise financière qui menaçait de tout emporter), s'il est capable d'aller bien plus loin dans l'analyse, c'est, comme toujours, la conséquence qui lui fait défaut in extremis. Pour le coup elle lui restera inaccessible. C'est que lui aussi devrait convenir que le problème réside dans cela-même qu'il a choisi de défendre : « *l'ordre international libéral* ». Faute d'accéder à cette conclusion â€” et pour cause : elle lui serait une auto-négation... â€”, il ne reste à *The Economist* que les habituels dérivatifs de raccroc : « *pour que la croissance se convertisse en hausse des salaires, les libéraux doivent mener un combat sans relâche contre les intérêts établis, exposer à la concurrence les entreprises installées, et briser les pratiques restrictives* ». Disons immédiatement à tous ces gens qu'il n'est pas certain que les lois Macron â€” puisque c'est en gros de cela qu'il s'agit â€” suffisent à ré-arrêter l'histoire. Il se pourrait même, plus probablement, qu'elles lui fassent prendre un peu plus de vitesse encore.

C'est une chose cependant que l'histoire reprenne de la vitesse, et c'en est une autre de savoir dans quelle direction elle va s'engager. La réussite historique de l'extrême droite sur ces deux dernières décennies, c'est d'être parvenue à s'insérer dans l'offre politique, d'y figurer comme une option bien répertoriée. Et, mieux encore, de s'y être établie comme monopoleur de la *différence*. Peu importe que cette différence, racisme ouvert mis à part, soit en réalité frauduleuse : la collusion de l'extrême droite et du capital est un fait confirmé par l'histoire ; l'inconsistance des vues économiques du FN le voue à finir en l'attracteur par défaut du néolibéralisme, éventuellement sous une version néo-corporatiste à usage des patrons de PME ; la sortie de l'euro n'était qu'un engouement opportuniste qui achèvera de s'évaporer dès que quelques grands protecteurs financiers le convaincront de revenir au sérieux.

Les ressassements de « l'UE démocratique »

Et la gauche ? Si en l'état actuel de ses institutions la politique est sous le primat de l'offre, il s'agirait maintenant qu'elle aussi soit capable d'y installer une option eurocritique qui puisse se proposer comme solution d'expression raisonnée et progressiste â€” en fait la seule â€” de la colère. Mais que veut dire exactement « eurocritique », et qui y est prêt vraiment ? À l'analyse, eurocritique ne peut pas dire autre chose que décidé à envisager la sortie â€” quitte à en faire d'abord le levier d'un rapport de force, mais à l'envisager pour de bon. C'est peu dire qu'il reste du chemin à faire car, baffe après baffe, Brexit après *OÇi* [4] il est toute une fraction de la gauche qui ne désarme pas de l'illusion alter-européiste. Avec une obstination qui va devenir admirable à force de désespoir, Clémentine Autain et Roger Martelli répètent que « *l'Europe, on la change ou elle meurt* » [5]. En la considérant de manière purement littérale, on pourrait presque accorder la formule â€” à la différence, comme toujours, de la conséquence et de l'inconséquence : car en réalité il n'y a pas le moindre doute quant à la manière dont cette fausse alternative va se trouver tranchée.

Au milieu d'arguments toujours les mêmes et dont aucun ne quitte jamais le registre du vœu pieux, ni jamais ne répond aux objections substantielles, on trouve celui-ci qui, par un effet de pertinence involontaire, met dans le cœur du problème : « *Le combat pour la transformation sociale n'est pas plus facile en France qu'en Europe* ». Eh bien précisément si, il l'est ! Et pour des raisons qui relèvent presque de la *logique* : il est plus facile de passer une seule épreuve de validation que deux enchaînées. A plus forte raison quand la seconde est plus défavorable encore que la première. Ce qui est étonnant d'ailleurs, c'est qu'on puisse continuer de dire des choses pareilles un an exactement après l'écrasement de Syriza â€” qui aura si éloquemment prouvé combien il était plus facile de transformer l'Europe que la Grèce, ou l'Europe avec la Grèce...

Supposons donc, pour l'expérience de pensée, que nous soit échue la bénédiction d'un gouvernement authentiquement de gauche. Que peut-il mettre en œuvre qui ne se heurte aussitôt à la contrainte des traités ? Rien. Quelles solutions lui reste-t-il alors ? Trois.

- **Plier**, comme Tsipras â€” et fin de l'histoire.
- **Entreprendre** hardiment la bataille de la transformation de l'intérieur. Mais avec quels soutiens ? La désynchronisation des conjonctures politiques nationales nous offrira ce qu'elle peut en cette matière, c'est-à-dire pas grand-chose â€” comme l'a vécu la Grèce. L'alter-européisme nous prie dans ce cas d'attendre le grand alignement des planètes progressistes pour qu'advienne la nouvelle Europe â€” pourvu que le premier gouvernement de gauche soit encore en place au moment où la cavalerie des autres le rejoindra...
- **Désobéir**. Mais il faut n'avoir rien appris des expériences de Chypre et de la Grèce pour imaginer le noyau libéral des institutions et des Etats-membres laisser faire sans réagir. Comme on le sait désormais, c'est la Banque centrale européenne (BCE) qui a les moyens de mettre un pays à genoux en quelques jours, en mettant sous embargo son système bancaire. Sans doute y regarderait-elle à deux fois, considérant la possibilité de dommages collatéraux cataclysmiques. Elle n'en a pas moins tous les instruments permettant de régler finement l'asphyxie pour trouver son optimum punitif : tuer la croissance par étranglement du crédit sans pour autant mettre les banques à terre. Ceci pour ne rien dire de toutes les procédures de représailles inscrites dans les traités mêmes.

« Libxit » et « Gerxit »

En tout cas il faut avoir la croyance chevillée au corps pour imaginer que l'épreuve de force qui s'ouvrirait alors pourrait trouver une résolution autre que la reddition complète de l'une des parties quand les enjeux du différend sont aussi fondamentaux. De la partie dissidente progressiste très vraisemblablement, et pour les raisons qui viennent d'être indiquées : sur qui un gouvernement de gauche, radicalement ostracisé au milieu du Conseil, pourrait-il donc compter comme renfort ? Et dans le cas miraculeux qui le verrait entouré de quelques alliés, suffisamment nombreux pour que l'hypothèse d'un changement réel et profond commence à sérieusement prendre corps, qu'advierait-il à coup sûr, sinon l'auto-éjection du noyau libéral (« Libxit »), Allemagne en tête (« Gerxit ») ?

N'apprenant décidément rien des leçons de l'histoire, même quand elles sont récentes, l'alter-européisme rechute lourdement dans l'hypothèse implicite qui a déjà fait la déconfiture de Tsipras : « L'Europe est finalement un club de démocraties, et on peut toujours s'entendre entre bonnes volontés démocrates ». C'est n'avoir toujours pas compris que la démocratie et le néolibéralisme, spécialement dans la variante ordolibérale allemande [6], n'ont rien à voir. C'est refuser, après pourtant trois décennies de grand spectacle, d'acter que le néolibéralisme est fondamentalement une entreprise de « dé-démocratisation » (Wendy Brown), de neutralisation de l'encombrant *démos*, et qu'il peut même, comme l'atteste avec éclat le gouvernement Hollande-Valls, se montrer parfaitement compatible avec les formes d'un autoritarisme bien trempé. Dans l'hypothèse (déjà fantaisiste) où il se trouverait mis en minorité, le noyau dur libéral n'en tirerait vraisemblablement pas la conclusion que la démocratie, qui est la loi de la majorité, a parlé. Il prendrait ses cliques et ses claques pour laisser les « communistes » à leurs affaires et s'en irait reconsolider la « fin de l'histoire » de son côté.

Mais c'est une réalité qu'aucun des avocats de l'« autre Europe » ne veut envisager, surtout pas les promoteurs du « parlement de l'euro » qui persistent dans le formalisme des constructions institutionnelles séparées de leurs conditions de possibilité politique. On peut bien continuer de rêver un parlement de l'euro constitué comme prorata des parlements nationaux [7], et habilité à discuter des questions budgétaires et financières, mais encore faut-il se demander pourquoi l'Allemagne a mis tant d'efforts à ce que les principales orientations des politiques économiques nationales soient sanctuarisées dans les textes à valeur quasi-constitutionnelle des traités, c'est-à-dire, précisément, soustraites à toute instance de délibération parlementaire ordinaire ! Répéter indéfiniment une illusion ne suffit pas à en faire un candidat à la réalité, spécialement celle que l'Allemagne accepterait de remettre ses choses les plus chères â€” les principes organisateurs de la monnaie, des budgets et des dettes â€” à une incontrôlable loi de la majorité qui lui ferait courir le risque de se retrouver un jour du mauvais côté.

Il y a malheureusement tout lieu de penser que ceux-là qui se présentent comme les hérauts de la reconstruction démocratique de l'Europe ont fini par intégrer sans même s'en rendre compte les normes ambiantes de la dé-démocratisation, au point d'avoir abandonné en chemin les prérogatives élémentaires d'une démocratie parlementaire minimale : le droit de discuter de tout. Ou alors il va falloir qu'ils nous expliquent comment ils comptent convaincre l'Allemagne de revenir sur son ultimatum originel et de réintégrer le cénacle du parlementarisme ordinaire – celui qui a le droit de délibérer à sa guise des déficits, des dettes, de l'inflation, ou du régime de la circulation des capitaux.

En tout cas on n'en voit pas un remettre par exemple en cause le statut d'indépendance de la BCE, ni seulement proposer une redéfinition de ses missions – et pour cause : il faudrait être vraiment passé dans un univers parallèle pour imaginer faire avaler pareille idée à l'Allemagne. Mais, tragique révision inconsciente à la baisse des ambitions « transformatrices », c'est déjà comme un aveu implicite que le b-a-ba de la démocratie monétaire est hors de portée, et la mesure en creux des renoncements qui annoncent une redémocratisation tout en faux-semblants. On peut donc si l'on veut se complaire à imaginer une Europe transformée (réellement) mais alors il faudra l'imaginer sans l'Allemagne (au moins). Au fait, resterait-il alors quoi que ce soit qui se puisse appeler « Union européenne » après que le bloc allemand l'ait abandonnée ?

L'internationalisme réel du « Lexit »

Reprenons : si l'alternative est que « l'Europe, on la change ou elle meurt », alors elle meurt. Car ça n'est pas une parodie de démocratie au rabais qui la maintiendra en vie bien longtemps. La question alors se déplace : elle n'est plus celle de la chimère « Union européenne démocratique » supposément obtenue par mutation de l'Union actuelle, mais celle du meilleur moyen de mettre un terme à l'irréversible despotisme néolibéral européen.

Au point d'incapacité à se transformer où elle en est, l'Union européenne n'a plus que le choix des modalités de sa disparition : dans l'acharnement et la déflagration terminale ou par un processus ordonné de déconstruction. Ordonné, c'est-à-dire mutuellement agréé, une sorte d'accord de dissolution coopérative, à froid – au demeurant s'il y a bien un point de convergence qui risque d'émerger de plus en plus, c'est celui de l'intérêt bien compris de tous à arrêter les frais.

Un tel processus ordonné pourrait d'ailleurs revêtir différentes formes. Celle du simple retour aux échelons nationaux, n'excluant nullement de maintenir (puis d'approfondir) les coopérations à géométrie variable déjà en place (industrielles, scientifiques, etc.) mais hors de toute intégration formelle. Ou celle d'une proposition ouverte de reconstruction « européenne » – « européenne » avec guillemets puisque, bien sûr, son périmètre ne saurait être celui ni de la défunte UE ni de son eurozone, dès lors qu'elle inviterait les États qui le voudraient – et certains ne le veulent pas – à se retrouver autour d'un principe d'organisation démocratique réelle des domaines d'intégration (dont il est au demeurant probable qu'ils ne puissent aller jusqu'à la constitution d'une communauté politique complète). C'est dans ce genre de directions en tout cas que le « Lexit » (*Left Exit*) trouve son sens, pour qui voudra bien au moins se donner la peine d'observer que le mot « Lexit » même n'est formé à partir de la contraction d'aucun nom de pays, et atteste par là sa conformité à un internationalisme bien compris.

Par un paradoxe cruel, il apparaît de plus en plus que, sous couleur de vertu, l'alter-européisme oeuvre en fait involontairement pour le pire. Non pas par le projet en soi d'une « autre Union européenne », mais par le refus de principe d'envisager la moindre forme de rupture, qui le voue à l'inexistence dans le spectre déjà difficilement accessible de l'offre politique, notamment quand le ressentiment populaire à l'endroit de l'UE a légitimement franchi ses points critiques, peut-être ses points de non-retour. Les projets de « transformation démocratique » de l'Europe, à la façon du DiEM25 de Varoufakis, qui se propose de perdre dix nouvelles années à poursuivre une chimère, ouvrent des boulevards aux extrêmes droites européennes qui ne doivent pas en revenir d'avancer ainsi sans

rencontrer la moindre résistance (lire) « [DiEM perdidì](#) »). Le stéréotype de « la nature politique qui a horreur du vide » a beau être usé jusqu'à la corde, il continue de dire quelque chose de vrai. Les extrêmes droites, qui n'en demandent pas tant, demeurent seules à capter le discours de l'eurocritique et surtout à en imposer la forme.

Un comble de l'aberration politique, et presque logique, aura conduit certains à gauche à poser que, puisque le Brexit menaçait de prendre la forme d'une sortie par la droite, il était urgent de faire taire le « Lexit » [8] qui ne pouvait, « dans ces conditions », qu'alimenter son contraire. Soit le syllogisme même de la défaite : puisque la sortie est sortie par la droite, tout discours de sortie nourrit inmanquablement la sortie par la droite... Ou l'art de se donner raison pour le pire : à force d'interdire toute pensée de la sortie par la gauche, et de laisser prospérer sans la moindre opposition le discours de la sortie par la droite, il se pourrait bien, en effet, que en tout cas on aura tout fait pour que, si sortie il y a... elle se fasse par la droite.

Frédéric Lordon pour [La pompa a phynance](#)

[La pompa a phynance](#). Paris, 6 juillet 2016

Post-scriptum :

* **Frédéric Lordon** est un économiste qui travaille avec la philosophie, selon sa propre définition, directeur de recherche au CNRS. Il est notamment l'auteur de « *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières* », Raisons d'agir, octobre 2008 ; « *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme* », Presses de Sciences Po, 2008 ; « *Et la vertu sauvera le monde* », Raisons d'agir, 2003 ; « *La politique du capital* », Odile Jacob, 2002. « *Imperium* » Structures et affects des corps politiques. La Fabrique, septembre 2015.

[1] Le [juche](#) est cette étonnante doctrine nord-coréenne de la souveraineté autarcique

[2] Pierre Moscovici, « [Europe, vive le débat, exit le référendum](#) », *Libération*, 30 juin 2016.

[3] « [The politics of anger](#) », *The Economist*, 2 juillet 2016.

[4] Lire « [Le crépuscule d'une époque](#) », 7 juillet 2015.

[5] Clémentine Autain et Roger Martelli, « [L'Europe, on la change ou elle meurt](#) », *Regards*, 28 juin 2016.

[6] Lire François Denord, Rachel Knaebel & Pierre Rimbart, « [L'ordolibéralisme allemand, cage de fer pour le Vieux Continent](#) », *Le Monde diplomatique*, août 2015

[7] Thomas Piketty, « [Reconstruire l'Europe après le Brexit](#) », blog *Le Monde*, 28 juin 2016. Lire aussi Susan Watkins, « [Le Parlement européen est-il vraiment la solution ?](#) », *Le Monde diplomatique*, février 2016

[8] Philippe Marlière, « [Un « Brexit » xénophobe, un « Lexit » introuvable](#) », *Regards*, 17 juin 2016.